

Budget rectificatif n°1-2024

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES
POLE DU BUDGET

Table des matières

Rappel contexte du BI 2024.....	2
La liasse budgétaire	3
Plafond d'emploi (tableau 1)	3
Les autorisations budgétaires (tableau 2)	4
Les recettes.....	4
Les dépenses.....	7
La prévision budgétaire par origine et par destination (tableau 3).....	10
L'équilibre financier (tableau 4).....	11
Les opérations pour compte de tiers (tableau 5)	11
La situation patrimoniale (tableau 6)	12
Le plan de trésorerie (tableau 7)	13
Les opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8).....	14
Les opérations pluriannuelles (tableau 9 et 10)	15
Les prévisions de recettes.....	16
Ratios et analyse	17
Budget rectificatif de la Fondation	19
Les autorisations budgétaires.....	19
La situation patrimoniale.....	19

Rappel contexte du BI 2024

Pour donner suites aux recommandations de l'HCERES et faire fonctionner de manière effective la coordination budgétaire prévue à l'article 28 des statuts, la première étape de la construction du budget 2024 s'est portée sur l'élaboration de la Lettre d'orientation budgétaire (LOB).

Cette dernière a permis de formaliser les grands choix politiques de l'université et leur impact financier. Elle s'est inscrite pleinement dans les orientations du plan stratégique 2021-2025, pour mettre le budget de l'établissement au service de la transformation de l'université et de son site.

Elle a donné le cadre pour les dialogues de gestion avec les EUR et composantes dérogatoires, les « établissements composantes », les directions et services communs.

Elle a été coconstruite entre les membres de l'équipe de gouvernance pour être débattue en comité de pilotage le 04/04/2023. Elle s'est inscrite dans la continuité de la politique de développement menée par Université Côte d'Azur depuis sa création, conformément aux engagements politiques du Président et de son équipe politique. Elle permet de préparer la sortie de l'expérimentation et le passage en grand établissement.

La LOB s'articule autour de la poursuite de 3 objectifs stratégiques : l'ambition, l'attractivité et l'accompagnement. Il s'agira notamment de :

- ❖ Poursuivre la montée en puissance des actions structurantes des projets PIA dont Université Côte d'Azur a été lauréate,
- ❖ Mettre en œuvre une politique de site en matière de ressources humaines ambitieuse mais soutenable, en appui de nos missions.
- ❖ Renforcer la visibilité d'UCA en matière de recherche
- ❖ Mettre en œuvre l'offre de formation 2024-2028 en fusionnant avec l'IFMK au 01.01.2024

Après la parution de la LOB, nous avons permis aux composantes et aux services opérationnels, dans le cadre des dialogues de gestion, de nous faire remonter en lien avec le plan stratégique de l'établissement et le débat d'orientation budgétaire, leurs objectifs et plans d'actions pour les années 2023 à 2026 tant sur les moyens financiers, humains et patrimoniaux.

Malgré le contexte géopolitique et les éléments exogènes qui sont venus interférer l'élaboration du budget initial 2024, le débat d'orientation budgétaire, en lien avec le plan stratégique de l'établissement prévoyait le maintien d'une stratégie d'établissement ambitieuse.

Les documents de remontées budgétaires ont permis d'alimenter des entretiens riches et transparents menés par toutes les composantes en présence de la gouvernance, des services de la Direction Générale et des composantes. S'agissant des demandes financières et humaines, nous avons souhaité la distinction des besoins récurrents et des projets, au regard des projets à venir de l'établissement.

La liasse budgétaire

Plafond d'emploi (tableau 1)

La hausse des ETPT prévue pour le plafond 1 est de 51 ETPT pour 2024.

Par conséquent, le plafond d'emploi voté par le CA a été relevé à 2 530 ETPT pour le plafond État et se rapproche de la limite fixée par l'État de 2571 ETPT. La volonté de se rapprocher du seuil résulte d'une volonté de sincérité sur les moyens humains affectés à nos missions et au développement d'Université Côte d'Azur.

Pour les emplois financés hors SCSP le plafond a été fixé à 730 ETPT avec une hausse prévue en 2024 de 68 ETPT.

Pour la fondation UCA Jedi, la consommation prévisionnelle s'établit à 140.45 ETPT uniquement sur plafond 2, tous les emplois étant financés via des ressources propres (y compris les 9.45 titulaires).

Au BR1 nous augmentons les emplois sur ressources propres de 10 ETPT avec une diminution des doctorants (228 versus 240) soit -12 ETPT, et une augmentation des biatss de +22.

Tableau 1
Autorisations budgétaires
Budget Rectificatif n°1 - 2024 CA du 20 novembre 2024
Tableau des emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT						
		(A)		(B)		
		Emplois sous plafond Etat		Emplois financés hors SCSP		GLOBAL
Catégories d'emplois		En ETPT		En ETPT		
Nature des emplois						
		Titulaires				
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents		1 115			1 115
	CDI		20	6	26	26
	Non permanents	CDD	380	222	602	602
S/total EC			1 515	228	1 743	1 743
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS						-
BIATSS	Permanents	Titulaires	635		635	635
	CDI		153	104	257	257
	Non permanents	CDD	227	398	625	625
S/total Biatoss			1 015	502	1 517	1 517
Totaux			2 530	730	3 260	3 260
						Plafond global des emplois voté par le CA
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			2 571			

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en
Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case

Les autorisations budgétaires (tableau 2)

Les recettes

Les financements de l'État (SCSP)

La prévision de la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) au budget initial s'appuyait sur la pré-notification 2024 du 10 novembre 2023.

Le montant prévu était de **219 247 158 €** dont 201 315 598 € de crédits de masse salariale dont vous trouverez les principales nouvelles recettes ci-dessous :

- ❖ Mesures indiciaires du rendez-vous salarial du 12 juin 2023 : **2 093 619 €**
- ❖ Poursuite de la loi de programmation de la recherche (LPR) : **1 513 811 €**
 - Mesures ressources humaines : **1 009 225 €**
 - Soutien des actions de recherche : **389 258 €**
 - Soutien au titre de l'accompagnement à la création de chaires de professeurs juniors : **115 328 €**
- ❖ Mesures de santé : **341 997 €**
- ❖ Mesure au titre de l'égalité des chances : **891 667 €**
- ❖ Adaptation de l'offre de formation : **420 287 €**

Au budget rectificatif, la prévision se base sur la notification intermédiaire du 05 juillet 2024 pour atterrir à **220 500 303 €**

	Crédits 2024 (AE=CP)
Crédits de masse salariale	202 151 634 €
Crédits de fonctionnement	18 348 669 €
Dotation à inscrire au budget 2024	220 500 303 €

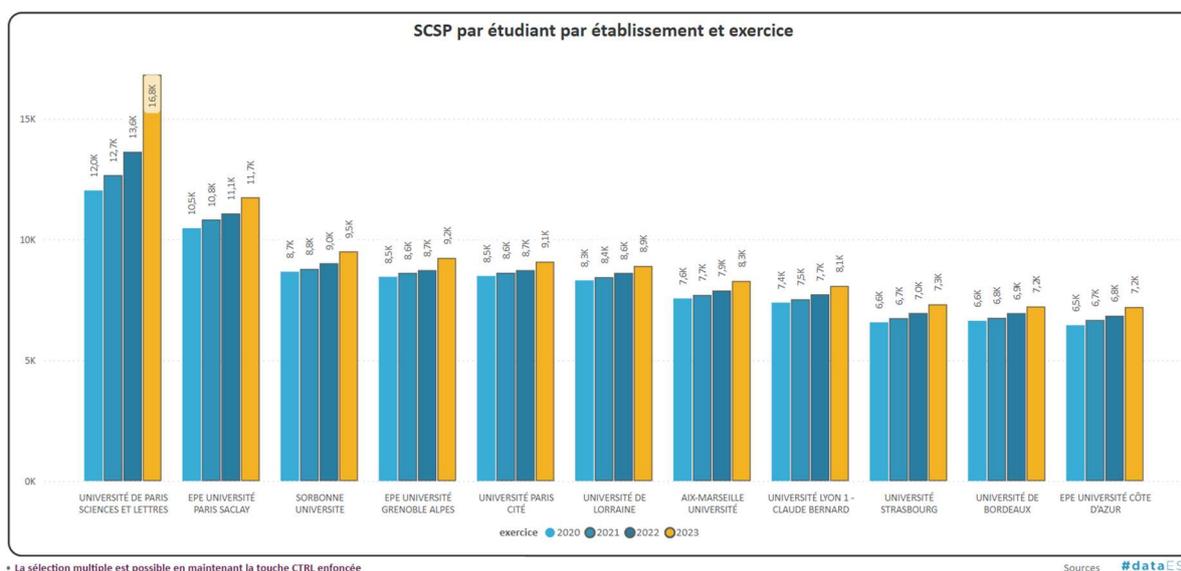
Évolution de la SCSP

En constante augmentation, la SCSP affiche depuis 2013 une augmentation récurrente de la masse salariale (+15% de 2013 à 2024). Les crédits de fonctionnement sont quant à eux en diminution et restent **inférieurs aux dotations de 2013. (cf ci-dessous)**

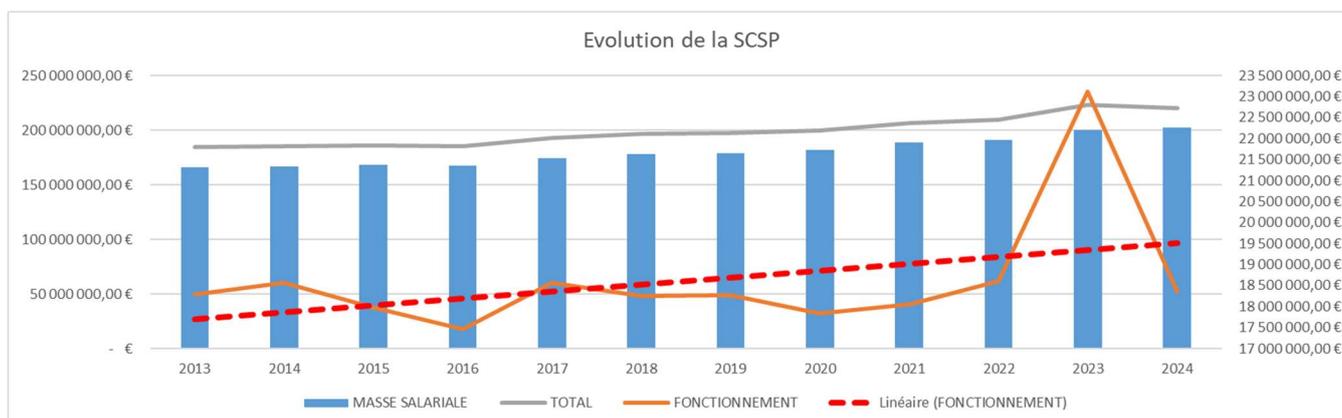
	Autorisations d'engagement
Masse salariale	166 273 654 €
Crédits de fonctionnement	18 811 180 €
Dotation 2013	185 084 834 €
Déduction réserve de précaution	529 441 €
Subvention définitive 2013	184 555 393 €

En se fiant aux données annuelles de l'INSEE, les taux d'inflation ont pris 17.7% depuis 2013, soit une « perte » représentant en 2023, 3 200 000€

En complément, une sous dotation inférieure à la moyenne des établissements UDICE de **51 millions d'euros par an**, oblige l'établissement à absorber une inflation galopante non financée par le ministère (Au global, aucune revalorisation de la part fonctionnement en 10 ans)



Les crédits de masse salariale étant majoritairement liés à de nouvelles mesures ou effets structurels, l'établissement doit constamment se renouveler et trouver de nouvelles marges de manœuvre **pour financer l'absence de revalorisation de la part fonctionnement.**



Les recettes propres globalisées

Au budget initial, le montant des ressources propres s'élevait à **33 729 667 €** en prévision d'encaissement.

Au budget rectificatif, les recettes s'élèvent à **34 548 672€** et sont constituées des éléments suivants :

Nature	CF 2020	CF 2021	CF 2022	BR 2023	CF 2023	BI 2024	BR1 2024	Variation BR - CF
Droits d'inscription	4 355 082 €	4 239 638 €	5 301 412 €	5 047 363 €	4 834 779 €	5 126 096 €	5 072 512 €	- 53 584 €
Formation continue et diplômes d'établissement	4 634 470 €	5 565 182 €	6 807 166 €	7 060 960 €	5 586 288 €	5 853 349 €	5 792 249 €	- 61 100 €
Taxe d'apprentissage	838 662 €	982 243 €	1 027 885 €	979 484 €	55 987 €	727 670 €	727 670 €	- €
Contrats et Prestation de recherche & Valorisation	1 811 261 €	2 127 287 €	2 395 862 €	1 949 717 €	20 250 €	580 509 €	1 211 309 €	630 800 €
Valorisation	1 274 299 €	1 678 180 €	2 163 391 €	753 737 €	2 226 632 €	569 170 €	209 555 €	- 359 615 €
CFA	6 470 292 €	8 438 409 €	11 938 325 €	14 536 657 €	12 118 272 €	16 936 840 €	16 750 337 €	- 186 503 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	- 112 209 €	- 106 894 €	141 989 €	248 099 €	5 000 €	- €	78 998 €	78 998 €
Autres recettes	21 750 001 €	25 379 337 €	3 101 506 €	3 622 878 €	4 358 648 €	3 936 034 €	4 742 978 €	806 944 €
Total	41 021 858 €	48 303 382 €	32 877 536 €	34 198 896 €	29 205 856 €	33 729 668 €	34 585 608 €	855 940 €

Les variations sont globalement assez faibles et s'expliquent principalement par l'augmentation de quelques autres recettes (conventions ponctuelles, Indemnités d'assurances, etc...)

Les autres recettes globalisées

Au budget initial, le montant des autres ressources propres s'élevait à **16 111 720 €** en prévision d'encaissement.

Au budget rectificatif, les recettes s'élèvent à **22 802 305€** et sont constituées des éléments suivants :

Nature	CF 2020	CF 2021	CF 2022	BR 2023	CF 2023	BI 2024	BR1 2024	Variation BI - BR
ANR investissements d'avenir	274 710 €	949 390 €	1 036 241 €	591 985 €	621 259 €	801 692 €	779 741 €	- 21 951 €
ANR hors investissements d'avenir	2 603 511 €	2 342 505 €	2 859 620 €	2 854 736 €	3 858 531 €	3 190 493 €	4 882 640 €	1 692 147 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	1 520 989 €	2 220 343 €	2 247 767 €	1 363 889 €	1 229 287 €	2 088 019 €	3 289 411 €	1 201 392 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	7 410 342 €	1 061 075 €	3 363 287 €	7 513 405 €	5 881 867 €	1 681 478 €	3 181 532 €	1 500 054 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	4 036 870 €	5 123 573 €	5 338 480 €	13 093 479 €	3 967 790 €	6 159 539 €	8 459 674 €	2 300 135 €
CVEC	1 955 547 €	1 996 840 €	2 102 700 €	2 212 173 €	2 214 033 €	2 190 500 €	2 209 307 €	18 807 €
Total	17 801 969 €	13 693 726 €	16 948 095 €	27 629 666 €	17 772 767 €	16 111 721 €	22 802 305 €	6 690 584 €

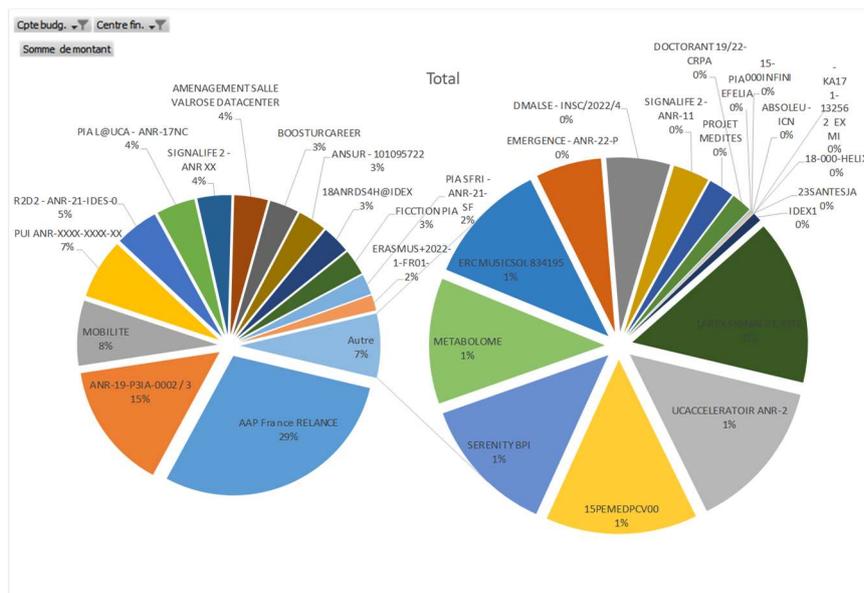
Nous noterons une importante augmentation au BR1 (+6.7m€) comparé au budget initial qui est le reflet de notre programmation des opérations pluriannuelles de recherche et de formation.

Les ressources fléchées

Au budget initial, les recettes fléchées s'élevaient à **29 475 449€**.

Au Budget rectificatif, elles s'élèvent désormais à **41 596 711€** et sont répartis ainsi :

Étiquettes de lignes	Somme de montant
AAP France RELANCE	12 423 145
ANR-19-P3IA-0002 / 3	6 270 000
MOBILITE	3 215 859
PUI ANR-XXXX-XXXX-XX	2 956 000
R2D2 - ANR-21-IDES-0	2 128 772
PIA L@UCA - ANR-17NC	1 899 617
SIGNALIFE 2 - ANR XX	1 670 013
AMENAGEMENT SALLE VALROSE DATACENTER	1 650 000
BOOSTURCAREER	1 426 004
ANSUR - 101095722	1 395 026
18ANRDS4H@IDEX	1 383 841
FICTION PIA	1 261 190
PIA SFRI - ANR-21-SF	1 005 830
ERASMUS+2022-1-FR01-	761 988
UCACCELERATOIR ANR-2	445 500
15PEMEDPCV00	443 366
SERENITY BPI	407 052
METABOLOME	369 600
ERC MUSICSOL 834195	363 035
EMERGENCE - ANR-22-P	191 740
DMALSE - INSC/2022/4	186 261
SIGNALIFE 2 - ANR-11	106 146
PROJET MEDITES	74 171
DOCTORANT 19/22-CRPA	60 488
PIA EFELIA	5 732
15-000INFINI	4 300
ABSOLEU - ICN	1 865
-KA171-132562 EX MI	900
ANR-21-PRRD-0012-01	367
PIA PPR PRESAGE - ANR-23-PAVH-0002	0
IDEX1	-26 246
LABEX SIGNALIFE INTE	-484 851
Total général	41 596 711



Le détail des opérations liées aux recettes fléchées se trouve page 14

Les dépenses

Dépenses								
Nature								
	BI AE	BR1	AE TOTAL	TX CONSO	BI CP	BR1	CP TOTAL	TX CONSO
Personnel <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	238 910 000	340 000	239 250 000	83%	238 910 000	340 000	239 250 000	83%
Fonctionnement et intervention	64 149 004	6 857 901	71 006 905	69%	59 416 751	840 371	60 257 121	68%
Investissement	25 330 950	-4 299 846	21 031 105	52%	24 455 126	3 047 240	27 502 365	55%
TOTAL DES DÉPENSES	328 389 954	2 898 056	331 288 010	81%	322 781 876	4 227 610	327 009 486	78%

Les autorisations d'engagements

Masse salariale :

Rappel des mesures prises en compte au Budget Initial 2024

Le montant des dépenses de masse salariale estimé pour le Budget Initial 2024 s'établissait à 246,3 M€ (fondation comprise), ce qui représentait une hausse de +7,1 M€ soit +3.0% par rapport au Budget Rectificatif de novembre 2023 utilisé en référence, qui s'élevait à 239,2 M€.

Les mesures salariales gouvernementales comprenaient :

- La non-reconduction de la prime pouvoir d'achat (mesure 2023) pour -1,3 M€ ;
- L'effet en année pleine de l'augmentation du point d'indice de 1.5% au 1er juillet 2023, avec un impact global à la hausse de +1,4 M€ pour l'année 2024 ;
- La hausse de 5 points d'indice au 1er janvier 2024, avec un effet de +1,0 M€ ;
- L'évolution annuelle du régime indemnitaire des enseignants (RIPEC) entraînant une hausse de +890 k€ ;
- Les mesures de soutien à la recherche entraînant également une hausse de près de +400 k€ (revalorisation des contrats doctoraux au 1er janvier 2024) ;
- Des mesures de moindre impact (augmentation à 75 % de la prise en charge des remboursements de frais de transport, hausse des rémunérations liées au CET, revalorisation du SMIC)

L'évolution 2023 du schéma d'emploi (repyramidages, changements de corps) pesait pour +1,5 M€ sur le BI 24.

Le Glissement Vieillessement Technicité avait été estimé à +3 M€ répartis en +2,3 M€ pour les enseignants et +0,7 M€ pour les BIATSS.

Enfin les autres principales mesures endogènes 2024, ayant trait aux effectifs, avaient été chiffrées :

- À hauteur de +1,0 M€ pour l'intégration de l'Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie ;
- Au titre des campagnes d'emplois Enseignants et Enseignants-Chercheurs, pour +440 k€ ;
- Au titre de la campagne d'emploi BIATSS (concours et créations de postes) pour un total de +320 k€ ;
- Avec la hausse du solde du paiement de l'intéressement 2023 (axe 3) sur 2024 pour un montant d'environ 700 k€.

Le montant budgétaire de la masse salariale alloué aux contrats de recherche financés avait été diminué par rapport à 2023 (ce montant évoluant toujours en cours d'année).

Évolution de la Masse salariale entre le BI 2024 et le BR 2024

Bien que l'exécution réelle de 2023 (233,8 M€) se soit avérée nettement inférieure (soit -5,4 M€) au BR de novembre qui avait servi de référence pour la construction du budget, les réalisations de dépenses et les prévisions ajustées jusqu'à la fin de l'année sont très proches du budget initial 2024. Par rapport aux années précédentes l'exécution 2024 a été nettement moins perturbée par des mesures annoncées en cours d'année, de sorte que le budget rectificatif à 239,2 M€ reste très proche du budget initial (+0,3 M€ soit +0,14%). A l'échelle consolidée c'est +0,9m€ soit 0.4% d'augmentation.

Les mesures identifiées au BI et rappelées ci-dessus sont réalisées conformément aux prévisions.

Facteurs d'évolution du budget à la hausse : +2,6 M€

Le premier facteur d'écart haussier porte sur les effectifs financés par des projets de recherche, nettement sous-évalués au budget initial. En effet le BI prévoyait une baisse de -370 k€ sur contrats de recherche et fondation. Or, à la vue du réalisé au 30/9/2024 l'atterrissage devrait progresser du fait de nouveaux contrats de recherche, soit environ +1,7 M€ par rapport au réalisé 2023.

Le budget de la Fondation a également été revu à la hausse pour +550 k€, passant de 7,4 M€ à 7,95 M€ soit +6.9%.

Facteurs d'évolution du budget à la baisse : -1,7 M€

Le poste de masse salariale des personnels titulaires, enseignants chercheurs et BIATSS, est légèrement sous-réalisé. Bien que cela ne représente que -0,3% entre prévision et exécution, l'écart au BI est de -0,4 M€ avec un BR à 171,4 M€.

Enfin, en miroir des ressources propres sur projets, les prévisions fortement haussières de masse salariale sur ressources propres 'd'établissement', prévues pour +4,1 M€ au BI sont nettement sous-réalisées et réajustées à +2,8 M€ au BR. La nouvelle prévision sur ce poste correspond donc à une baisse de -1,3 M€ du BI au BR.

Le Fonctionnement :

Le montant des ouvertures des autorisations d'engagement au budget initial était de **64 149 004€**

Sur les opérations pluriannuelles de recherche et de formation = 15 302 731€

Sur l'activité courante = 48 846 273€

- Dont 18 750 000€ au titre de notre maintenance et de notre exploitation immobilière
- Dont 20 500 000€ pour nos composantes de formation et de recherche
- Dont 5 200 000€ pour nos services supports et soutiens
- Dont 4 000 000€ pour les réserves établissements (ouvertures de nouvelles recettes et dépenses)

Le modèle économique d'allocation budgétaire est identique que celui des années précédentes.

La seule augmentation à constater est celle liée au coûts énergétiques (+6.5m€ entre 2021 et 2024)

Au budget rectificatif, les autorisations d'engagement s'élèvent désormais à **71 006 905€**. Cette augmentation est liée :

- À la reprogrammation et au report des opérations pluriannuelles de recherche et de formation pour 3.5m€
- À l'ouverture des AE pour nos nouveaux contrats pluriannuels ou à renouveler pour 2.4m€ (nettoyage pour 1.4m€, marché multi technique pour 1m€)
- À l'ouverture des AE complémentaires pour 1m€ sur des dépenses de viabilisation.

FOCUS sur les dépenses de maintenance et d'exploitation immobilière :

NATURE	Surfaces	RECETTES	DEPENSES	Financement à l'€ près										Financement forfaitaire		Budget total / m²
	m²	Budget Initial	Budget Initial	Via bilisation (élec, eau, gaz, etc...)	Relevance Spéciale	Ascenseurs	Vérifications périodiques	Espaces Verts (seuils max)	Nettoyage	Hygiène (location)	Gardiennage	MMT	Autres	Ressources propres	Financement au m² (5,6€)	
Natures de dépenses	315 914 €	1 172 347 €	19 219 402 €	10 071 600 €	518 392 €	119 066 €	62 609 €	122 500 €	2 275 650 €	58 726 €	778 290 €	1 929 521 €	341 583 €	1 172 347 €	1 769 118 €	61 €
TROTABAS	23 180	81 480 €	1 154 543 €	608 300 €	15 100 €	10 000 €	4 600 €	37 500 €	144 255 €	6 500 €	27 000 €	90 000 €		81 480 €	129 808 €	50 €
PLAINE DU VAR	24 888	68 268 €	1 829 308 €	1 162 700 €	15 100 €	5 900 €	3 000 €	24 700 €	134 050 €	6 200 €	45 017 €	225 000 €		68 268 €	139 373 €	74 €
CARLONE	43 371	142 288 €	2 123 583 €	1 278 200 €		37 500 €	8 800 €	4 300 €	28 500 €	222 477 €	5 500 €	14 000 €		142 288 €	242 878 €	49 €
VALROSE	55 408	107 765 €	5 406 761 €	3 503 500 €		329 000 €	28 900 €	15 000 €	5 100 €	580 111 €	10 100 €	177 000 €		107 765 €	310 285 €	98 €
IUT	23 199	153 000 €	882 282 €	369 600 €		16 000 €	6 000 €	3 800 €	3 200 €	140 068 €	5 200 €	2 500 €		153 000 €	129 914 €	38 €
SANTE	40 460	86 577 €	2 265 662 €	1 039 500 €		55 000 €	12 200 €	8 500 €	4 600 €	173 009 €	3 500 €	394 200 €		86 577 €	226 576 €	56 €
GEORGES MELIES	8 565	82 177 €	1 180 519 €	277 200 €		4 692 €	1 017 €	2 409 €	0 €	121 065 €	5 160 €	76 873 €	241 583 €	82 177 €	47 964 €	138 €
SOPHIA TECH	37 430	97 275 €	1 672 476 €	654 500 €		0 €	17 000 €	6 800 €	12 600 €	377 977 €	6 716 €	30 000 €		97 275 €	209 608 €	45 €
INSPE	21 170	139 873 €	869 629 €	377 300 €		11 000 €	2 849 €	6 200 €	6 300 €	66 505 €	750 €	300 €		139 873 €	118 552 €	41 €
SIA	38 243	213 644 €	1 834 640 €	800 800 €		35 000 €	26 400 €	8 000 €	0 €	316 135 €	9 100 €	11 400 €		213 644 €	214 161 €	48 €
Demandes complémentaires	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	315 914 €	1 172 347 €	19 219 402 €	10 071 600 €	518 392 €	119 066 €	62 609 €	122 500 €	2 275 650 €	58 726 €	778 290 €	1 929 521 €	341 583 €	1 172 347 €	1 769 118 €	61 €

L'investissement :

Le montant des ouvertures des autorisations d'engagement au budget initial de **25 330 950€**

Sur les opérations pluriannuelles de recherche et de formation = **5 503 678€**

Sur l'activité courante = **19 827 272€**

- Dont 250 000€ pour nos sites et campus
- Dont 2 600 000€ pour nos composantes de formation et de recherche
- Dont 11 700 000€ pour notre patrimoine
 - 500 000,00 € 3DS
 - 600 000,00 € Direction des Systèmes d'Informations (DSI)
 - 5 000,00 € ICE
 - 300 000,00 € Politique formation
 - 2 000,00 € SCD
 - 70 000,00 € PASTEUR DESAMIANTEMENT SOUS-STATION
 - 500 000,00 € Travaux d'urgences
 - 120 000,00 € VALROSE SALLE MACHINE
 - 950 000,00 € 2020MEAMIDES
 - 464 000,00 € 23CCSDDVAL
 - 1 700 000,00 € 2023PASTER+5
 - 450 000,00 € BU ARCHIMED
 - 690 500,00 € ARCHIMED ETANCHEITE
 - 792 000,00 € DROIT RACCORDEMENT VALROSE RESEAU URBAIN
 - 100 000,00 € PEMED : TRAVAUX DE PARACHEVEMENT
 - 300 000,00 € INPHYNI : TRAVAUX DE PARACHEVEMENT
 - 250 000,00 € TVA PLAN DE RELANCE
 - 3 800 000,00 € 23VALCONBATS – Bâtiment S
 - 760 000,00 € CARLONE PARVIS accès handicap
 - 200 000,00 € Rénovation ISBA ? (Fonds CFA 480 k€ + 200 k€ Département+10 k€ Bois forêt)
- Dont 900 000€ pour nos services supports et soutiens
- Dont 4 000 000€ pour les réserves établissements (ouvertures de nouvelles recettes et dépenses)

Au budget rectificatif, le montant des ouvertures est en diminution pour atterrir à **21 031 105€**

Cette diminution de 4.3m€ s'explique par :

- La reprogrammation sur 2025 de certaines opérations immobilières pour -3.2m€ (Tour Pasteur, Réseaux de chaleur, Parvis Carlone, Campus Santé, PEMED, Inphyni, les travaux du bâtiment S et la BU Archimed)
- Au réajustement de nos réserves lié à la reprogrammation et au report des opérations pluriannuelles de recherche et de formation pour 1.1m€

Les prévisions de décaissement

Au budget initial, les prévisions de décaissement ont été faites en tenant compte des éléments dont nous disposons en droits constatés et s'expliquent principalement par les variations suivantes :

En fonctionnement, nous avons retenu des CP inférieurs à nos autorisations d'engagement (-4.7m€).

Cette différence s'expliquait pratiquement exclusivement avec la réserve de 4 000 000€ d'AE permettant la programmation des nouvelles conventions pluriannuelles de recherche et de formation

Au budget rectificatif, nous prévoyons une légère augmentation en lien avec la reprogrammation des opérations pluriannuelles de recherche et de formation

Investissement, nous avons retenu des CP inférieurs à nos autorisations d'engagement (-900k€).

Cette différence s'expliquait principalement avec la réserve de 4 000 000€ d'AE permettant la programmation des nouvelles conventions pluriannuelles de recherche et de formation ainsi qu'au décalage de décaissement d'une partie de nos opérations immobilières pour 2m€ (Plan sanitaire, restauration des décors du lac, BAT S Valrose)

Au budget rectificatif, nous prévoyons une augmentation de 3m€ en lien avec :

- La reprogrammation des opérations immobilières pour 7m€
- La déprogrammation d'une partie des CP des opérations de recherche et formation pour -4m€

Le solde budgétaire

Pour mémoire, sont exclues du solde budgétaire les recettes et dépenses non encaissables/décaissables.

Le solde budgétaire de l'établissement s'élevait au budget initial à **-24 172 529€**.

Au budget rectificatif il s'élève désormais à **- 7 524 559€**

Ce dernier représente :

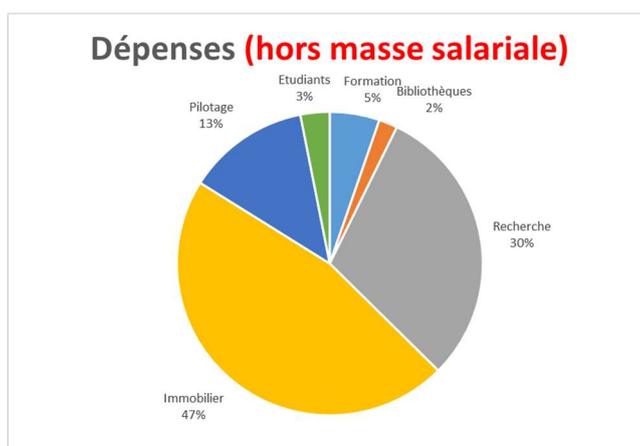
Sur les opérations pluriannuelles de recherche et de formation = **-464k€**

Sur l'activité courante = **-7 059 822€**

Sur l'activité courante, ce solde budgétaire est causé principalement par des éléments exogènes (fluides, RH/point d'indice)

La prévision budgétaire par origine et par destination (tableau 3)

La part de la SCSP représentait 73% des encaissements prévus au budget initial 2024 mais baisse au budget rectificatif en atterrissant sur un taux de 69%. Ce taux s'explique en grande partie par l'exécution de nos appels à projets (SFRI, IDEE et AAP France Relance)



L'équilibre financier (tableau 4)

Besoins (utilisation des financements)				Financement (couverture des besoins)			
	BI	BR1	TOTAL	BI	BR1	TOTAL	
Solde budgétaire (déficit) * (D2)	24 172 529 €	- 16 647 970 €	7 524 559 €				Solde budgétaire (excédent) * (D1)
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE</i>
Remboursements d'emprunts (b1)	98 880 €	1 356 500 €	1 455 380 €	2 300 000 €	- 2 300 000 €	- €	Nouveaux emprunts (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (c1) (décaissements de l'exercice)	6 574 376 €	- 1 300 000 €	5 274 376 €	3 666 375 €	- 272 551 €	3 393 824 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (c2) (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) (non budgétaires)	2 200 000 €	196 €	2 200 196 €	1 100 000 €	- €	1 100 000 €	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2) (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) (= D2+b1+c1+e1)	33 045 785 €	- 16 591 274 €	16 454 511 €	7 066 375 €	- 2 572 551 €	4 493 824 €	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie (I)	21 590 €	- 21 590 €	- €	26 001 000 €	- 14 040 313 €	11 960 687 €	Variation de trésorerie (II)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée *** (a)</i>	21 590 €	8 685 068 €	8 706 658 €				<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée *** (a)</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>				26 001 000 €	- 5 333 655 €	20 667 345 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1+I)	33 067 375 €	- 16 612 864 €	16 454 511 €	33 067 375 €	- 16 612 864 €	16 454 511 €	TOTAL DES FINANCEMENTS (2 + II)

Ce tableau reprend le solde budgétaire du tableau 2 ainsi que les opérations non budgétaires ayant un impact sur la trésorerie.

Le solde budgétaire et ces diverses opérations avaient créé une variation négative sur la trésorerie et un prélèvement de **25 979 410€** au budget initial.

Au budget rectificatif, l'amélioration du solde budgétaire induit une amélioration notable du prélèvement sur la trésorerie qui s'établit à **11 960 687€**

En complément, nous ne prévoyons plus d'appeler 2 300 000€ de notre emprunt « intracting » courant 2024 car nous avons reporté nos opérations immobilières énergétiques sur nos campus Valrose et Carlone.

Les opérations pour compte de tiers (tableau 5)

Au budget rectificatif, les opérations en compte de tiers concernaient les encaissements et décaissements de TVA pour respectivement 0.6m€ et 2.5m€. Les autres opérations pour compte de tiers à hauteur de 6.4m€ décaissées et 3.9m€ encaissées concernaient les reversements aux partenaires (PIA, projets européens et LABEX).

Au BR nous notons l'impact du remboursement de l'emprunt de l'IFMK fusionné au 01/01/2024 pour 1.357k€.

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Projets européens et PIA où UCA est coordinateur <i>D2S - KA - KA226-HE- 4domic anr TNCORIJ - IRESP - LE DMALSE - INSC/2022/4 DOCTALENT4EU - Ice PIA EFELIA</i>	C 467100/467200	Reversements aux partenaires	2 428 376 € 83 776 € 636 029 € 8 000 € 212 424 € 1 002 158 € 485 989 €	2 420 375 € 83 776 € 636 029 € - € 212 424 € 1 002 158 € 485 989 €
Bourses Aides à la mobilité internationale	C 46711000	AMI	346 000 €	346 000 €
TVA	C 445XX	TVA	2 500 000 €	627 449 €
Autres opérations en compte de tiers (4718 notamment)			2 200 000 €	1 100 000 €
Emprunt			1 455 380 €	
Dépôt et cautionnement			196 €	
TOTAL			8 929 952 €	4 493 824 €

La situation patrimoniale (tableau 6)

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI	BR1	TOTAL CHARGES	PRODUITS	BI	BR1	TOTAL PRODUITS
Personnel	236 028 182 €	335 920 €	236 364 102 €	Subventions de l'Etat	219 311 408 €	1 672 396 €	220 983 804 €
dont charges de pensions civiles*			- €	Fiscalité affectée	2 190 500 €	18 807 €	2 209 307 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	86 271 157 €	2 244 451 €	88 515 608 €	Autres subventions	36 669 323 €	1 108 485 €	37 777 808 €
TOTAL DES CHARGES (1)	322 299 340 €	2 580 370 €	324 879 710 €	Autres produits	52 730 921 €	2 955 941 €	55 686 863 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		3 175 260 €		TOTAL DES PRODUITS (2)	310 902 152 €	5 755 630 €	316 657 782 €
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	322 299 340 €	2 580 370 €	324 879 710 €	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	11 397 187 €		8 221 928 €
				TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	322 299 340 €		324 879 710 €

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

	BI	BR1	CAF
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	11 397 187 €	3 175 260 €	8 221 928 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	23 900 000 €	1 400 000 €	25 300 000 €
- reprise de provision			- €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			- €
- produits de cession d'éléments d'actifs			- €
- quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	19 900 000 €	2 100 000 €	22 000 000 €
= CAF ou IAF*	7 397 187 €	2 475 260 €	4 921 928 €

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI	BR1	TOTAL EMPLOI	RESSOURCES	BI	BR1	TOTAL RESSOURCES
Insuffisance d'autofinancement*	7 397 187 €		4 921 928 €	Capacité d'autofinancement*		2 475 260 €	
Investissements	26 289 966 €	1 544 240 €	27 834 206 €	Financement de l'actif par l'Etat	14 286 369 €	422 780 €	14 709 149 €
Remboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que l'état	2 389 866 €	487 558 €	2 877 424 €
Fusion IFMK		2 150 270 €	2 150 270 €	Autres ressources	- €	- €	- €
TOTAL DES EMPLOIS (5)	33 687 153 €	3 694 510 €	34 906 404 €	Augmentation des dettes financières (emprunt)	2 300 000 €	- 2 300 000 €	- €
				Fusion IFMK		939 637 €	939 637 €
				TOTAL DES RESSOURCES (6)	18 976 235 €	2 025 235 €	18 526 210 €
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	14 710 919 €	1 669 274 €	16 380 193 €

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	BI	BR1	TOTAL 2024
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 14 710 919 €	- 1 669 274 €	- 16 380 193 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	40 690 329 €	- 12 349 449 €	28 340 880 €
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	- 25 979 410 €	14 018 723 €	- 11 960 687 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	14 305 785 €	- 1 669 274 €	12 636 511 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 28 568 689 €	15 687 998 €	- 44 256 687 €
Niveau de la TRESORERIE	42 874 474 €	14 018 723 €	56 893 198 €

Le budget prévisionnel 2024 présentait un résultat d'exploitation déficitaire de **- 11 397 187€** et prévoyait un prélèvement sur le fonds de roulement de **14 710 918€**.

Ce résultat déficitaire s'expliquait par des éléments exogènes et endogènes donc vous trouverez le détail ci-dessous :

Les éléments exogènes pour **10.8M € (81.6% du déficit)**

- Le surcote énergétique (6.5m€)
- La compensation partielle de l'augmentation du point d'indice 2022 seulement sur le plafond 1 (400k€)
- La compensation partielle de l'augmentation du point d'indice 2023 seulement sur le plafond 1 (2.6m€)
- L'augmentation de la garantie individuelle pouvoir d'achat, CET et remboursement transport (0.3m€)
- L'augmentation des coûts de notre maintenance immobilière en lien avec l'inflation principalement (1m€)

Les éléments endogènes pour **0.8M€ (7% du déficit)** que nous arrivons difficilement à absorber :

- Maintenance du bâtiment Inphyni : 0.8M€

Néanmoins, le travail effectué par notre économiste de flux et notre comité de pilotage « énergétique » et les travaux réalisés pour la rénovation énergétique de nos bâtiments devraient nous permettre de réaliser des économies. Le travail à mener en 2024 sur la fonction achat devrait également nous faire gagner des économies d'échelle à moyen terme.

Au global, le calcul de la CAF partant d'un déficit générerait une insuffisance d'autofinancement (IAF) de **7 397 187 €** ne nous permettant pas de financer nos investissements.

Au budget rectificatif, le résultat d'exploitation s'améliore de 3.2m€ pour s'établir à **-8 221 928€**

L'amélioration du résultat s'explique principalement par :

- Un résultat net des dépenses non décaissables et des recettes non encaissables pour 700 000€
- Une sous consommation des dépenses de fonctionnement des composantes pour 2 400 000€

Du fait du réajustement opéré sur les dotations et reprises, la IAF s'améliore pour passer de -7.4m€ à -4.9m€.

De plus, le tableau des emplois fait ressortir des dépenses d'investissement de 27.8m€ dont près de la moitié sur notre activité courante (13m€).

Sur ces 13m€ :

- 3.5m€ le sont sur les ressources propres des composantes de recherche et de formation
- 8.5m€ pour nos opérations immobilières
- 1m€ pour la sureté/sécurité et nos infrastructures informatiques

Enfin, l'impact de la fusion de l'IFMK a généré une augmentation de nos actifs de 2.15m€, et une augmentation de nos ressources de 940k€. L'impact négatif sur le fonds de roulement correspond au remboursement de l'emprunt à hauteur de 1.3m€, compensé par l'intégration de la trésorerie de l'IFMK à hauteur de 926k€ au 01/01/24 et par la détention d'un actif qui, s'il devait être vendu permettrait de générer une plus-value entre 0.4 et 0.9m€.

Le plan de trésorerie (tableau 7)

EN €	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL	Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	68 853 884	106 677 392	89 260 821	63 840 278	102 717 563	81 541 199	62 080 804	127 854 180	109 209 655	91 340 895	69 223 625	83 303 929		
ENCAISSEMENTS														
Recettes budgétaires globales	2 361 550	3 907 814	2 271 929	113 228 900	1 720 857	3 346 380	87 152 401	1 192 944	6 605 949	2 160 959	41 739 481	12 291 053	277 888 216	277 888 216
Subvention pour charges de service public	0	0	0	110 356 404	0	0	77 289 454	-34 622	100 000	32 787 037	0	0	220 500 303	220 500 303
Autres financements de l'Etat	28 270	98 512	10 486	27 970	81 795	2 998	2 678	34 622	0	0	0	0	483 502	483 502
Fiscalité affectée	0	1 062 540	0	0	0	0	0	0	1 148 787	0	0	0	2 209 307	2 209 307
Autres financements publics	944 553	1 162 106	949 820	1 498 994	962 151	2 286 388	1 097 056	856 415	1 301 413	234 711	6 458 987	2 356 904	20 109 497	20 109 497
Recettes propres	1 388 727	1 584 658	1 311 623	1 341 532	876 910	1 058 994	8 783 183	338 528	4 034 328	1 826 248	24 207 288	9 844 149	34 585 608	34 585 608
Recettes budgétaires fléchées	1 398 735	570 111	11 672 154	9 864	0	1 197 311	2 956 800	2 624 773	3 844 581	4 012 669	7 806 293	5 603 419	41 596 711	41 596 711
Financements de l'Etat fléchés	0	0	11 572 811	0	0	0	0	0	192 600	0	179 572	358 254	12 303 237	12 303 237
Autres financements publics fléchés	1 398 735	570 111	11 672 154	9 864	0	1 197 311	2 956 800	2 624 773	3 844 581	4 012 669	7 806 293	5 603 419	41 596 711	41 596 711
Recettes propres fléchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements publics fléchés	1 398 735	570 111	11 672 154	9 864	0	1 197 311	2 956 800	2 624 773	3 844 581	4 012 669	7 806 293	5 603 419	41 596 711	41 596 711
Recettes propres non fléchées	3 709	1 238	5 682	9 864	0	900	405	-4 002	13 052	0	61 507	0	93 052	93 052
Opérations non budgétaires														
Emprunts - encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts - encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en compte de tiers	57 654 465	7 195 071	-10 497 119	-46 661 769	1 169 104	2 083 338	2 502 708	244 130	-4 059 613	539 934	-2 896 043	-2 780 384	4 493 824	4 493 824
TVA encasée	76 417	129 406	46 918	64 880	21 754	64 069	46 316	18 050	34 705	30 728	44 206	50 000	627 449	627 449
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers - encaissements	299 254	250 000	447 261	260 661	0	199 560	0	171 971	326 348	325 645	494 475	2 786 375	2 786 375	2 786 375
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	57 278 794	8 115 664	-10 991 297	-46 987 310	1 147 350	1 828 709	2 456 392	226 081	-4 288 268	182 659	-3 285 694	-3 224 859	1 100 000	1 100 000
TOTAL	61 414 751	11 672 996	3 346 964	66 574 994	2 889 961	6 627 030	92 611 909	4 061 847	6 390 918	6 713 562	46 649 731	15 024 098	323 978 751	323 978 751
DECAISSEMENTS														
Investissements hors recettes fléchées	21 053 151	25 350 384	25 542 834	28 495 429	22 248 262	23 463 341	24 089 873	21 223 493	21 992 856	25 789 287	28 991 497	28 079 838	294 119 436	294 119 436
Personnel	17 976 706	19 959 805	19 205 947	19 003 380	19 847 156	19 800 789	19 298 918	20 273 429	19 250 000	19 928 222	19 928 222	19 928 222	214 431 773	214 431 773
Fonctionnement	2 537 228	4 759 494	5 493 172	5 917 316	2 845 675	3 794 003	3 669 916	808 559	2 924 832	4 563 256	7 790 335	6 681 496	51 785 285	51 785 285
Investissement	539 217	600 085	843 714	574 753	555 421	868 549	1 123 042	139 507	818 023	1 297 808	1 272 940	2 269 316	10 902 377	10 902 377
Disposés sur recettes fléchées	1 523 458	1 803 340	2 848 823	1 925 362	1 632 636	2 410 615	2 462 537	735 296	1 356 698	2 672 570	2 864 570	11 634 156	32 890 052	32 890 052
Personnel	726 699	726 287	870 130	653 008	670 541	833 407	848 570	648 570	648 570	648 570	648 570	546 336	7 818 227	7 818 227
Fonctionnement	146 502	295 288	324 386	553 175	245 158	1 368 923	594 503	369 624	1 500 346	1 500 346	1 500 346	1 500 346	8 471 836	8 471 836
Investissement	650 283	782 764	1 654 307	719 178	716 936	408 285	1 219 464	13 489	338 501	523 654	585 654	8 987 474	16 599 899	16 599 899
Opérations non budgétaires	196	1 337 841	0	18 658	0	0	0	0	0	0	0	0	98 880	1 455 876
Emprunts - remboursements en capital	0	1 337 841	0	18 658	0	0	0	0	0	0	0	0	98 880	1 455 876
Prêts - décaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	196	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	196	196
Opérations gérées en compte de tiers	1 014 441	896 002	675 851	258 259	185 437	213 469	286 124	747 583	910 162	368 976	893 281	1 422 747	7 474 376	7 474 376
TVA décaisée	114 857	256 052	289 275	233 458	122 972	153 795	200 252	65 278	127 576	318 494	318 494	318 494	2 500 000	2 500 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers - décaissements	416 795	155 562	39 210	138 840	42 000	34 800	48 800	0	202 771	31 850	562 385	1 101 383	2 774 376	2 774 376
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	482 789	190 388	256 366	-114 040	20 465	24 873	37 072	682 303	579 780	20 632	14 502	4 870	2 200 000	2 200 000
TOTAL	23 591 243	29 089 567	28 767 509	27 697 709	24 066 325	26 987 425	26 838 534	22 706 372	24 239 677	28 830 832	32 569 427	41 434 920	335 839 436	335 839 436
SOLDE DU MOIS	37 823 508	-17 416 571	-25 420 544	38 877 288	-21 178 364	-19 460 385	65 773 376	-16 644 526	-17 868 758	-22 117 271	14 080 304	-26 410 732	-11 960 687	-11 960 687
SOLDE CUMULE	106 677 392	89 260 821	63 840 278	102 717 563	81 541 199	62 080 804	127 854 180	109 209 655	91 340 895	69 223 625	83 303 929	56 893 197	8 706 658	8 706 658
														<i>dont trésorerie fléchée</i>
														<i>dont trésorerie sur op. non budgétaires</i>
														<i>-4 36 125</i>

Afin de déterminer la variation de trésorerie sur l'exercice 2024, le solde initial est constitué par le solde au compte financier 2023 retraité des sommes fléchées sur la fondation UCA Jedi, soit **67 928 333 €**, augmenté de l'intégration de l'IFMK soit **+925 551.4€**. Au 31 décembre 2024, la trésorerie prévisionnelle est évaluée à **56 893 197€** soit une variation négative de **11 960 687 €** détaillée comme ceci :

- Un abondement sur la trésorerie fléchée de 8 706 658€
- Un prélèvement sur la trésorerie non fléchée de 20 667 345€

Les opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8)

	< N	N	N+1	N+2	>=N+3	Total
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		11 031 247	19 737 905	42 426 408	46 938 651	9 535 416
Recettes fléchées	221 229 730	41 596 711	39 639 580	32 974 598	16 627 005	130 837 893
Financements de l'Etat fléchés	60 256 317	12 303 237	13 379 041	3 900 000	0	29 582 278
Autres financements publics fléchés	156 813 670	29 200 418	25 517 505	29 074 598	16 627 005	100 419 526
Recettes propres fléchées	4 159 743	93 055	743 034	0	0	836 089
Dépenses sur recettes fléchées	210 198 483	32 890 052	16 951 077	28 462 355	54 030 240	132 333 724
Personnel (AE=CP)						
AE	65 766 780	8 152 589	5 128 626	3 741 567	26 367 924	43 390 706
CP	65 766 780	7 818 227	5 128 626	3 741 567	26 367 924	43 056 344
Fonctionnement et intervention						
AE	43 348 557	9 210 186	7 180 231	6 971 225	11 087 122	34 448 764
CP	40 524 598	8 471 836	6 907 280	7 214 400	10 922 062	33 515 578
Investissement						
AE	113 597 543	7 052 909	9 754 820	19 806 388	16 740 255	53 354 371
CP	103 907 105	16 599 990	4 915 171	17 506 388	16 740 255	55 761 803
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	11 031 247	8 706 658	22 688 503	4 512 243	-37 403 235	-1 495 831

L'abondement de la trésorerie sur les opérations fléchées de **8 706 658 €** s'explique principalement par :

Les contrats de recherche pour **5 257 870€**

	Antérieures à N non dénouées	2023	2024	2025	>2025
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		8 033 554	6 707 196	11 965 066	12 453 403
Recettes fléchées	94 683 269	9 112 415	17 840 840	5 792 770	5 382 808
Financements de l'Etat fléchés	0	0	0	0	0
Autres financements publics fléchés	93 500 537	9 047 132	17 822 265	5 792 770	5 382 808
Recettes propres fléchées	1 182 731	65 283	18 575	0	0
Dépenses sur recettes fléchées	86 649 714	10 438 773	12 582 970	5 304 433	4 697 708
Personnel (AE=CP)					
AE	52 533 485	6 075 577	4 699 663	2 354 918	1 454 306
CP	52 533 485	6 075 577	4 709 293	2 354 918	1 454 306
Fonctionnement et intervention					
AE	30 652 121	4 470 272	5 728 139	2 652 765	2 906 578
CP	29 103 882	4 257 198	5 775 419	2 652 765	3 237 902
Investissement					
AE	5 092 898	1 500 977	681 200	321 750	5 500
CP	5 012 348	105 997	2 098 258	296 750	5 500
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	8 033 554	-1 326 358	5 257 870	488 337	685 100

Les contrats d'enseignement pour **2 740 635€**

	Antérieures à N non dénouées	2023	2024	2025	>2025
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		7 869 408	15 723 252	18 463 888	18 417 710
Recettes fléchées	18 421 352	11 755 991	9 235 059	7 342 769	4 778 790
Financements de l'Etat fléchés	8 533	0	0	0	0
Autres financements publics fléchés	18 366 804	8 781 666	9 160 579	6 599 735	4 778 790
Recettes propres fléchées	46 015	2 974 326	74 480	743 034	0
Dépenses sur recettes fléchées	10 551 944	3 902 148	6 494 424	7 388 947	6 418 346
Personnel (AE=CP)					
AE	5 364 265	2 185 836	3 377 396	2 825 989	2 287 261
CP	5 364 265	2 185 836	3 108 934	2 825 989	2 287 261
Fonctionnement et intervention					
AE	5 075 655	1 710 117	3 428 871	4 570 166	4 107 347
CP	4 997 636	1 608 084	3 143 709	4 297 215	4 019 198
Investissement					
AE	195 308	139 867	195 797	265 743	111 888
CP	190 042	108 228	241 782	265 743	111 888
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	7 869 408	7 853 844	2 740 635	-46 178	-1 639 556

Les opérations immobilières pour 708 153€

	Antérieures à N non dénouées	2023	2024	2025	>2025
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		-1 012 118	-11 474 516	-10 766 363	11 385 000
Recettes fléchées	63 325 902	24 247 870	14 520 811	26 504 041	22 813 000
Financements de l'Etat fléchés	45 409 286	14 872 499	12 303 237	13 379 041	3 900 000
Autres financements publics fléchés	17 998 925	9 374 171	2 217 574	13 125 000	18 913 000
Recettes propres fléchées	-82 309	1 200	0	0	0
Dépenses sur recettes fléchées	64 338 019	34 710 268	13 812 658	4 352 678	17 389 000
Personnel (AE=CP)					
AE	0	0	0	0	0
CP	0	0	0	0	0
Fonctionnement et intervention					
AE	624 303	-65 436	53 176	0	0
CP	557 797	0	-447 291	0	0
Investissement					
AE	99 257 197	7 333 918	6 175 913	9 167 327	19 689 000
CP	63 780 222	34 710 268	14 259 950	4 352 678	17 389 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	-1 012 118	-10 462 399	708 153	22 151 363	5 424 000

Les opérations pluriannuelles (tableau 9 et 10)

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reportis ou Reprogrammation s N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouvertes < N	Conso CP < N	Reportis ou Reprogrammation s N	CP nouvelles ouvertes N	Total CP N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées < N (CP)
PFMAINT MAINTENANCES IMMOBILIERES LOURDES	17 066 750	7 330 120	10 434 346	338 504	5 412 566	5 751 060	4 231 353	8 701 913	104 141	6 075 453	6 179 593	349 060	1 303 900
ADAP AGENDA D'ACCESIBILITE PROGRAMEE	11 783 571	2 323 645	1 668 195	38 000	0	38 000	782 865	1 117 363	-100 622	0	-100 622	10 012 925	886 433
CEFP-IV ANIMALIERE CEFP IV	2 855 204	2 855 204	2 853 754	0	0	0	2 799 998	2 799 998	-79 915	79 915	0	-450	53 757
IMREDD IMREDD	19 334 327	19 237 488	19 183 309	96 839	0	96 839	19 363 392	19 057 384	466 098	0	466 098	-1 089 704	-263 335
PEMED PEMED	9 381 927	8 989 202	8 867 761	193 941	-193 942	0	9 963 025	9 077 273	73 878	7 605	81 483	392 726	-290 995
INPHYNI INPHYNI	22 832 203	22 296 020	22 188 831	534 163	-150 863	383 320	21 590 762	21 590 762	978 355	-340 325	638 030	150 863	387 360
HELIX HELIX	8 903 000	44 964	-44 964	-1 100 000	1 100 000	0	-44 964	-44 964	-1 100 000	1 100 000	0	8 858 036	0
PFPPREL PLAN DE RELANCE : RENOVATION THERMIQUE	57 767 296	53 822 575	52 601 816	2 519 721	633 000	3 152 721	47 139 464	47 139 464	3 597 982	5 794 768	9 392 750	792 000	-777 676
2CAMPUSSAN 2-CPER CAMPUS SANTE	32 600 000	101 777	101 777	48 223	133 290	181 513	15 329	34 671	47 054	81 726	32 316 710	186 236	186 236
IFFPPREL 1-PLAN DE RESILIENCE 2	1 037 334	942 749	942 749	94 565	0	94 565	839	839	-839	0	-839	0	1 037 334
PASTEUR 2023 PASTEUR REHABILITATION	1 747 500	46 301	46 301	1 701 199	-669 958	1 031 241	0	0	1 747 500	-650 000	1 097 500	669 958	-19 958
Total PROGRAMMES PLURIANNUELS D'INVESTISSEMENT	185 309 112	117 992 045	118 909 804	4 463 195	6 284 084	10 727 279	105 871 791	109 505 308	5 721 250	12 108 470	17 829 720	52 512 123	2 302 055
PFRECHAUT CONTRATS DE RECHERCHE < 2017	8 077 786	7 152 684	6 861 817	131 963	239 685	371 638	7 239 938	6 889 631	149 963	239 685	389 647	802 353	-46 123
PFRECHFIN CONTRATS DE RECHERCHE - FIN DE GESTION	2 393 596	2 392 223	2 227 230	1 263	0	1 263	2 429 965	2 224 721	-218	0	-218	149 401	4 010
PFRECH17 CONTRATS DE RECHERCHE 2017	5 955 484	4 699 698	4 546 753	146 689	408 081	554 769	4 732 840	4 619 321	117 440	408 081	525 521	756 185	56 681
PFRECH18 CONTRATS DE RECHERCHE 2018	7 946 061	7 545 822	7 419 402	161 286	200 952	362 239	7 594 999	7 371 039	123 564	200 952	324 516	150 300	86 086
PFRECH19 CONTRATS DE RECHERCHE FLECHES	139 151 026	99 582 453	100 051 478	1 521 862	9 637 487	11 159 349	97 832 115	96 731 560	213 776	12 430 935	12 644 711	27 316 758	1 834 555
PFRECH19 CONTRATS DE RECHERCHE 2019	3 234 648	3 024 980	2 910 150	68 844	114 423	183 267	2 979 349	2 896 103	84 413	114 423	208 636	28 478	208 636
PFRECH20 CONTRATS DE RECHERCHE 2020	7 531 462	6 231 421	6 812 827	495 205	639 423	1 044 628	6 055 897	5 903 777	576 425	639 423	1 215 948	666 187	37 300
PFRECH21 CONTRATS DE RECHERCHE 2021	11 180 964	6 656 421	6 392 534	851 171	2 975 786	3 826 956	6 799 960	6 155 577	508 272	3 087 994	3 596 296	955 532	467 648
PFRECH22 CONTRATS DE RECHERCHE 2022	11 465 644	4 468 662	4 396 005	1 048 507	2 523 146	3 571 653	4 781 561	4 021 772	829 417	2 504 900	3 334 317	3 504 188	601 569
PFRECH23 CONTRATS DE RECHERCHE 2023	9 945 984	1 535 838	1 518 925	1 149 650	2 152 535	3 302 485	1 591 412	886 476	883 876	2 152 535	3 046 411	5 124 086	876 523
PFRECH24 CONTRATS DE RECHERCHE 2024	7 535 969	0	0	2 494 048	76 780	2 570 828	0	0	1 941 458	76 780	2 018 238	4 936 156	522 990
Total CONTRATS DE RECHERCHE	214 399 551	143 293 128	142 227 222	7 980 796	18 968 298	26 940 094	142 038 037	137 372 277	5 448 384	21 859 709	27 304 093	44 495 613	4 499 946
PFENSAUT CONTRATS D'ENSEIGNEMENT < GBCP	6 954 489	4 681 357	4 364 943	623 132	0	623 132	4 666 373	4 380 516	623 132	0	623 132	1 955 461	-15 573
PFENSFLE CONTRATS D'ENSEIGNEMENT FLECHES	55 905 917	14 718 458	14 671 048	104 028	6 898 035	7 002 063	15 515 505	14 454 091	-403 811	6 898 035	6 494 424	34 086 452	724 596
PFEN17 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2017	83 750	63 750	41 705	0	0	0	63 750	43 199	0	21 864	0	21 864	-1 484
PFEN18 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2018	3 091 877	2 884 742	2 502 218	84 367	122 768	207 135	2 942 901	2 509 475	26 208	122 768	148 976	371 542	50 903
PFEN19 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2019	4 645 521	4 368 811	3 760 644	32 710	244 000	276 710	4 173 242	3 503 902	-22 810	525 618	502 807	599 992	30 645
PFEN20 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2020	5 251 234	4 632 496	4 144 173	555 972	40 634	596 606	4 599 960	4 113 538	586 898	40 634	639 532	496 587	-12 291
PFEN21 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2021	2 686 000	2 106 172	1 906 860	-232 220	691 929	459 709	2 274 428	1 982 239	-371 755	691 929	320 174	301 508	164 155
PFEN22 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2022	5 441 148	2 550 914	2 225 628	345 898	1 460 816	1 806 713	2 526 302	1 797 382	23 612	1 642 622	1 666 234	1 403 852	568 725
PFEN23 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2023	5 830 796	1 215 174	1 203 624	1 269 648	2 088 707	3 358 355	637 137	459 919	2 262 465	2 096 207	4 368 811	1 267 908	-256 612
PFEN24 CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2024	2 918 027	19 125	19 125	742 163	0	742 163	36 250	5 600	882 792	0	882 792	2 156 749	72 887
Total CONTRATS D'ENSEIGNEMENT	92 687 758	37 240 995	34 839 869	3 535 688	11 546 837	15 972 575	37 434 849	33 149 860	3 419 830	12 917 811	15 426 741	42 661 956	1 325 842
Total	492 396 422	298 526 169	295 976 994	15 969 678	36 779 269	52 746 948	285 344 847	280 027 445	14 988 564	45 981 999	60 870 554	139 669 692	8 127 944
Ss total personnel	163 477 507	93 759 988	93 652 727	5 347 079	13 779 130	19 106 209	93 314 549	93 652 727	4 906 965	13 766 830	18 673 594	50 718 571	4 321 615
Ss total fonctionnement	122 238 624	71 422 461	68 092 813	3 088 046	15 277 378	18 365 423	72 848 409	63 883 355	-730 537	18 233 577	17 503 040	34 984 136	5 271 842
Ss total investissement	206 680 291	133 343 719	134 231 453	7 534 554	7 742 762	15 277 316	119 181 719	122 691 363	10 412 136	13 981 763	24 393 920	53 966 985	2 423 487

L'année 2024 sera marquée par le démarrage du CPER CAMPUS SANTE à Saint Jean d'Angely
Au global, se sont 60m€ de crédits de paiements prévu en consommation au 31/12/2024

Les prévisions de recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Restes à encaisser > N	
PFIMAIN	MAINTENANCES IMMOBILIERES LOURDES	17 066 750	10 275 777	6 790 973	4 999 488	1 648 260	143 225
AD-AP	AGENDA D'ACCESIBILITE PROGRAMEE	11 783 571	10 783 571	1 000 000	585 163	414 837	0
CEFP-IBV	ANIMALERIE CEFP IBV	2 855 204	990 667	1 864 537	1 864 537	0	0
3IMREDD	IMREDD	19 334 327	-2 085 003	21 419 330	21 419 330	0	0
PEMED	PEMED	9 381 927	436 928	8 945 000	8 501 633	443 366	0
INPHYNI	INPHYNI	22 832 203	1 879 177	20 953 025	20 949 925	4 300	-1 200
HELIX	HELIX	8 903 000	0	8 903 000	0	0	8 903 000
PFIPPIREL	PLAN DE RELANCE : RENOVATION THERMIQUE	57 767 296	1 856 596	55 910 700	32 082 848	11 583 811	12 244 041
2CAMPUSSAN	2-CPER CAMPUS SANTE	32 600 000	2 930 000	29 670 000	0	0	29 670 000
1PFIPIREL	1-PLAN DE RESILIENCE 2	1 037 334	0	1 037 334	160 000	877 334	0
PASTEUR	2023 PASTEUR REHABILITATION	1 747 500	1 565 000	182 500	0	182 500	0
Total PROGRAMMES PLURIANNUELS D'INVESTISSEMENT		185 309 112	28 632 713	156 676 399	90 562 925	15 154 408	50 959 066
PFIRECHAUT	CONTRATS DE RECHERCHE < 2017	8 077 786	730 667	7 347 119	6 887 055	605 864	-145 800
PFIRECHFIN	CONTRATS DE RECHERCHE - FIN DE GESTION	2 393 506	382 330	2 011 175	2 408 055	0	-396 879
PFIRECH17	CONTRATS DE RECHERCHE 2017	5 965 484	-327 534	6 293 018	4 683 642	462 212	1 147 164
PFIRECH18	CONTRATS DE RECHERCHE 2018	7 946 061	-108 560	8 054 621	7 746 197	217 849	90 575
PFIRECHFLE	CONTRATS DE RECHERCHE FLECHES	139 151 026	-3 002	139 154 028	103 526 590	17 840 840	17 786 598
PFIRECH19	CONTRATS DE RECHERCHE 2019	3 234 648	-21 325	3 255 972	2 948 009	140 532	167 432
PFIRECH20	CONTRATS DE RECHERCHE 2020	7 531 462	-64 151	7 595 613	6 243 097	822 890	529 626
PFIRECH21	CONTRATS DE RECHERCHE 2021	11 180 964	-1 212 920	12 393 884	7 303 803	2 616 220	2 473 861
PFIRECH22	CONTRATS DE RECHERCHE 2022	11 465 644	-140 533	11 606 177	6 963 551	2 140 740	2 501 885
PFIRECH23	CONTRATS DE RECHERCHE 2023	9 945 984	122 128	9 823 856	3 032 259	2 660 536	4 131 060
PFIRECH24	CONTRATS DE RECHERCHE 2024	7 506 988	614 807	6 892 181	0	3 339 693	3 552 488
Total CONTRATS DE RECHERCHE		214 399 551	-28 093	214 427 645	151 742 260	30 847 375	31 838 010
PFIENSAUT	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT < GBCP	6 954 489	4 727 603	2 226 886	3 706 285	249 354	-1 728 753
PFIENSFLE	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT FLECHES	55 805 917	-3 326 635	59 132 552	30 177 344	9 235 059	19 720 149
PFIENS17	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2017	63 750	-19 550	83 300	21 168	0	62 132
PFIENS18	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2018	3 091 877	-44 926	3 136 803	2 541 385	334 885	260 533
PFIENS19	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2019	4 645 521	-65 305	4 710 826	3 189 855	0	1 520 971
PFIENS20	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2020	5 251 234	-4 124	5 255 358	4 510 970	581 743	162 645
PFIENS21	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2021	2 685 000	-825 631	3 510 630	2 580 565	800 297	129 769
PFIENS22	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2022	5 441 148	-220 185	5 661 333	4 715 859	844 891	100 583
PFIENS23	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2023	5 830 796	2 667 917	3 162 879	964 312	956 938	1 241 630
PFIENS24	CONTRATS D'ENSEIGNEMENT 2024	2 918 027	40 725	2 877 302	25 750	1 100 866	1 750 686
Total CONTRATS D'ENSEIGNEMENT		92 687 758	2 929 889	89 757 869	52 433 492	14 104 034	23 220 344
Total		492 396 422	31 534 509	460 861 913	294 738 677	60 105 817	106 017 419

Au global, le prélèvement sur la trésorerie sur nos opérations pluriannuelles s'élève à 31.5m€ dont 28.6 pour les PPI soit 90.7%
 Au global, se sont 60m€ de prévision de recettes prévu en encaissement au 31/12/2024.

L'impact net des opérations pluriannuelles sur le solde budgétaire est donc assez faible (-460k€)

Ratios et analyse

Nature de l'indicateur	Mode de calcul - données utilisées	Compte financier 2020	Compte financier 2021	Compte financier 2022	CF 2023	BUDGET 2024	BR1 2024	Evolution
Fonds de roulement en euros	(fonds de roulement / charges décaissables TG) * 360	26 083 660	29 748 625	33 957 098	29 652 132	14 305 785	12 636 511	
Fonds de roulement en nombre de jours		38	42	44,96	36,04	17,26	15,19	
Trésorerie en euros	(trésorerie / charges décaissables TG) * 360	60 088 688	82 249 909	89 563 671	83 621 058	41 948 923	56 893 198	
Trésorerie en nombre de jours		88,25	114,42	118,58	101,65	50,61	68,37	
Poids des charges externes	Charges externes / produits encaissables	7,12%	7,31%	7,46%	8,54%	8,83%	8,72%	
Poids des charges décaissables de fonctionnement général	Charges décaissables de fonctionnement général / produits	16,07%	18,36%	18,67%	21,46%	21,43%	21,45%	
Dépendance aux financements de l'Etat	Ressources propres encaissables / Produits encaissables	20,95%	23,04%	25,04%	25,84%	24,66%	25,17%	
Autonomie financière	Pdts encaissables hors SCS/Produits encaissables	20,95%	23,00%	25,04%	25,84%	24,66%	25,17%	
Taux de déficit	Résultat / total de la classe 7	2,90%	1,83%	2,22%	0,15%	-3,67%	-2,60%	
Poids des charges de personnel	Charges de personnel / Produits encaissables	81,36%	78,17%	77,54%	77,04%	81,11%	80,22%	
Taux d'autofinancement	CAF / Produits encaissables	2,57%	3,47%	3,76%	1,32%	-2,54%	-1,67%	
Part de l'autofinancement dans l'investissement	CAF / Dépenses d'investissement	26,24%	47,33%	35,63%	9,30%	-28,14%	-16,41%	

Ces ratios prudentiels ne changent pratiquement pas depuis la prévision initiale du budget 2024 (réajustée du CF 2023). La trésorerie s'améliore de manière significative +18jours. Les autres ratios s'améliorent légèrement (poids MS, Autofinancement) à l'exception du fonds de roulement (-2.07 jours) qui frôle ainsi le seuil d'alerte.

TABLEAU 12
Synthèse budgétaire et comptable
Budget Rectificatif n°1 - 2024 CA du 20 novembre 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		CF 2023	
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	36 235 675	
	2 Niveau initial du fonds de roulement	29 016 704	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-39 837 180	
	4 Niveau initial de la trésorerie	68 853 884	
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	11 031 247	
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	57 822 637	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	331 288 010	
	6 Résultat patrimonial	-8 221 928	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF) ou Insuffisance d'autofinancement (IAF)	-4 921 928	
	8 Variation du fonds de roulement	-16 380 193	
	9 Opérations bilanciellles non budgétaires	SENS 1 455 183	
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 0
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ 1 455 380
		Cautionnements et dépôts	- 196
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS 0	
		Variation des stocks	+ / -
		Production immobilisée	+
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS -10 310 817	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - -2 951 703
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - -2 288 196
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - -1 489 465
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - -3 581 453
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-7 524 560		
	12.a Recettes budgétaires	319 484 927	
	12.b Crédits de paiement ouverts	327 009 486	
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-4 436 127		
14 Variation de la trésorerie = 12 + 13	-11 960 687		
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	8 706 658	
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-20 667 345	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	28 340 880		
16 Restes à payer	4 278 523		
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	40 514 198	
	18 Niveau final du fonds de roulement	12 636 511	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-44 256 687	
	20 Niveau final de la trésorerie	56 893 197	
		20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	19 737 905
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	37 155 292	

Budget rectificatif de la Fondation

Les autorisations budgétaires

Tableau 2
Autorisations budgétaires (FONDATION)
Budget Rectificatif n°1 - 2024 CA du 20 novembre 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT												
Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *												
Nature	Dépenses								Recettes			
	BI AE	BR1 AE	AE TOTAL	TX CONSO	BI CP	BR1 CP	CP TOTAL	TX CONSO	BI PR	BR1 PR	PR TOTAL	
Personnel <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	7 356 232,57 €	593 767,43 €	7 950 000,00 €	81%	7 356 232,57 €	593 767,43 €	7 950 000,00 €	81%	885 075,00 €	15 994,00 €	901 069,00 €	86%
Personnel									- €	- €	- €	0%
									- €	- €	- €	0%
									- €	- €	- €	0%
Personnel									38 190,00 €	15 994,00 €	54 184,00 €	44%
									846 885,00 €	- €	846 885,00 €	89%
									12 841 133,12 €	186 305,01 €	13 027 438,13 €	87%
									- €	- €	- €	0%
									12 841 133,12 €	36 395,01 €	12 877 528,13 €	87%
									- €	149 910,00 €	149 910,00 €	100%
TOTAL DES DÉPENSES	15 896 880,70 €	- 2 400 677,70 €	13 496 203,00 €	75%	15 896 880,68 €	238 112,32 €	16 134 993,00 €	78%	13 726 208,12 €	202 299,01 €	13 928 507,13 €	87%
Solde budgétaire (excédent)	- €	- €	- €		- €	- €	- €		2 170 672,56 €	35 813,31 €	2 206 485,87 €	
												Solde budgétaire (déficit)

Au BR les variations en recettes +202k€ proviennent d'un réajustement au vu des recettes réalisées à fin octobre 2024 et concernent des trop perçus de paye principalement pour 150k€.

En dépenses, la hausse de la masse salariale (cf supra) +594k€ est liée à plus de recrutement réalisé que prévu au BI 2024.

Une déprogrammation des AE de fonctionnement est réalisée à hauteur de 2m€ au vu du taux d'exécution à fin octobre 2024, idem en investissement à hauteur de -1m€.

En CP, la hausse de +610k€ sur le fonctionnement est liée aux reversements opérés sur les labex à destination de nos partenaires ONR.

Sur l'investissement on retrouve une déprogrammation quasi identique à celle en AE à hauteur de -966k€.

La situation patrimoniale

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI	BR1	TOTAL CHARGES	PRODUITS	BI	BR1	TOTAL PRODUITS
Personnel	7 260 833 €	586 642 €	7 847 475 €	Subventions de l'Etat	- €	- €	- €
dont charges de pensions civiles*				Fiscalité affectée	- €	- €	- €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	7 793 392 €	602 469 €	8 395 861 €	Autres subventions	14 160 340 €	1 204 111 €	15 364 451 €
				Autres produits	896 885 €	153 194 €	1 050 079 €
TOTAL DES CHARGES (1)	15 054 225 €	1 189 111 €	16 243 336 €	TOTAL DES PRODUITS (2)	15 057 225 €	1 357 305 €	16 414 530 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 000 €	168 194 €	1 71 194 €	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	- €	- €	- €
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	15 057 225 €	1 357 305 €	16 414 530 €	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	15 057 225 €	1 357 305 €	16 414 530 €

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

	BI	BR1	CAF
Résultat prévisionnel de l'exercice	3 000 €	168 194 €	1 71 194 €
(bénéfice (3) ou perte (-4))			
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	52 000 €	30 210 €	82 210 €
- reprise de provision			- €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			- €
- produits de cession d'éléments d'actifs			- €
- quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	50 000 €	40 933 €	9 067 €
= CAF ou IAF*	5 000 €	239 337 €	244 337 €

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI	BR1	TOTAL EMPLOIS	RESSOURCES	BI	BR1	TOTAL RESSOURCES
Insuffisance d'autofinancement*		- €	- €	Capacité d'autofinancement*	5 000 €	239 337 €	244 337 €
Investissements	1 505 000 €	950 999 €	554 001 €	Financement de l'actif par l'Etat	- €	- €	- €
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 500 000 €	965 999 €	534 001 €
				Autres ressources	- €	- €	- €
Remboursement des dettes financières			- €	Augmentation des dettes financières (emprunt)	- €	- €	- €
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 505 000 €	950 999 €	554 001 €	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 505 000 €	726 663 €	778 338 €
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)	- €	224 337 €	224 337 €	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6) - (5)	- €	- €	- €

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI	BR1	TOTAL
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT - APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- €	224 337 €	224 337 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	2 170 673 €	260 150 €	2 430 822 €
Variation de la TRESORERIE - ABONNEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	- 2 170 673 €	35 813 €	- 2 206 486 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	635 428 €	224 337 €	859 765 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	12 826 059 €	260 150 €	12 565 910 €
Niveau de la TRESORERIE	13 461 487 €	35 813 €	13 425 674 €

Le résultat au BR1 s'améliore de +168k€ sous l'effet de l'augmentation des autres produits +153k€ et de l'impact net de +11k€ sur les dotations et reprises.

Le résultat passe ainsi de +3k€ à +171k€ et permet de générer une CAF de 244k€ en amélioration de +239k€.

La diminution des investissements réalisés étant principalement financés sur la subvention ANR l'impact négatif des -15k€ (-966+951) correspond aux investissements réalisés sur les recettes des MSC. La prévision d'augmentation du FDR passe ainsi de 0 à +224k€, ce qui devrait porter le FDR de la fondation à +860k€ au 31/12/2024.